



Au service des acteurs de la Sécurité sociale



**la sécurité  
sociale**

*Agir avec vous*

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**UCANSS\_25/AC/08**

**NETTOYAGE DES LOCAUX ET VITRERIES DES SIEGES SOCIAUX**



## Table des matières

ARTICLE 1 : OBJET ET ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE .....	5
1.1. Objet de l'accord-cadre .....	5
1.2. Allotissement de l'accord-cadre .....	5
ARTICLE 2 : IDENTITÉ DE L'ACHETEUR PUBLIC – PARTIES CONTRACTANTES – ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES.....	5
2.1. Nom et adresse de l'acheteur .....	5
2.2. Parties contractantes .....	6
2.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires .....	6
ARTICLE 3 : DÉFINITIONS.....	7
ARTICLE 4 : CADRE JURIDIQUE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE .....	7
4.1. Cadre juridique de l'accord-cadre.....	7
4.2. Forme de l'accord-cadre.....	7
ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE .....	8
ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉBUT D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	9
6.1. Durée de l'accord-cadre .....	9
6.2. Début d'exécution des prestations .....	9
ARTICLE 7 : MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	9
ARTICLE 8 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
8.1. Obligation de résultat .....	11
8.2. Obligations générales du titulaire quant au personnel .....	12
8.3. Reprise du personnel .....	13
8.4. Liste nominative du personnel .....	13
8.5. Informations relatives au personnel à l'échéance de l'accord-cadre.....	13
8.6. Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel .....	14
8.7. Plan de continuité d'activité .....	15
8.8. Biens	15
8.9. Obligations diverses .....	16
ARTICLE 9 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS .....	17
9.1. Vérifications.....	17
9.2. Décision après vérification .....	17
ARTICLE 10 : LES PRIX .....	18
10.1. Forme et contenu des prix.....	18
10.2. Modalités de variation des prix .....	19



ARTICLE 11 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT .....	20
11.1. Présentation des factures .....	20
11.2. Modalités de paiement .....	21
11.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires .....	22
ARTICLE 12 : PÉNALITÉS .....	22
12.1. Dispositions générales.....	22
12.2. Pénalités liées à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.....	23
12.3. Autres pénalités.....	25
12.4. Retard imputable à l'organisme .....	26
ARTICLE 13 : AVANCE ET ACOMPTE .....	26
13.1. Demande d'avance .....	26
13.2. Demande d'acompte .....	27
ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE .....	27
ARTICLE 15 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES .....	27
ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE.....	27
ARTICLE 17 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE .....	29
ARTICLE 18 : EVALUATIONS DES FOURNISSEURS ET COMITOLOGIE .....	30
18.1. Modalités d'évaluation des fournisseurs .....	30
18.2. Modalités de fonctionnement de la comitologie .....	30
ARTICLE 19 : CONSIDÉRATIONS SOCIALES.....	31
19.1. Insertion des personnes éloignées de l'emploi.....	31
19.2. Les publics visés .....	31
19.3. Les modalités de mise en œuvre .....	32
ARTICLE 20 : CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	33
ARTICLE 21 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES .....	33
ARTICLE 22 : MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS .....	33
22.1. Modifications non substantielles .....	33
22.2. Suspension des prestations .....	34
22.3. Suppression des prestations.....	34
22.4. Modification des prestations.....	35
22.5. Ajout de prestations .....	35
22.6. Autres cas de réexamen .....	35
ARTICLE 23 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE .....	36
23.1. Dispositions générales.....	36
23.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	36



23.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique .....	36
ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ .....	37
ARTICLE 25 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE .....	37
ARTICLE 26 : ASSURANCE ET ATTESTATIONS.....	37
ARTICLE 27 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE .....	38
ARTICLE 28 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE .....	39
28.1. Résiliation aux torts du titulaire .....	39
28.2. Résiliation du fait de l'UCANSS .....	40
ARTICLE 29 : PRESTATIONS SIMILAIRES .....	40
ARTICLE 30 : GESTION DE FIN D'ACCORD-CADRE.....	40
ARTICLE 31 : DROIT ET LANGUE .....	41
ARTICLE 32 : RÈGLEMENT DES LITIGES .....	41
ARTICLE 33 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S. ....	41



## **ARTICLE 1 : OBJET ET ALLOTISSEMENT DE L'ACCORD-CADRE**

---

### **1.1. Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage des locaux et des vitreries des Sièges Sociaux des organismes bénéficiaires de l'accord-cadre.

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'ensemble des prestations, décrites dans le CCTP, à savoir :

- Le nettoyage des locaux,
- Le nettoyage des surfaces vitrées intérieures de l'ensemble des bâtiments et des surfaces vitrées extérieures des bâtiments de certains organismes,
- L'enlèvement des déchets,
- La fourniture, l'approvisionnement et la mise en place des consommables sanitaires pour les sites qui en expriment le besoin (savon, essuie-mains, papier hygiénique et sacs à sachets périodiques, etc.).

La consistance des prestations, les délais de réalisation et leurs spécifications, sont contenus dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP). Elles devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

### **1.2. Allotissement de l'accord-cadre**

En application de l'article L 2113-11 2° du Code de la commande publique, les prestations, objet de l'accord-cadre, ne sont pas alloties car la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence et risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les considérations motivant cette décision sont les suivantes :

- L'accord-cadre répond à des besoins non-dissociables compte tenu des liens étroits entre les différentes prestations attendues ;
- Un marché unique permet à l'acheteur d'avoir un seul interlocuteur avec un seul point d'entrée ;
- Un marché unique permet d'améliorer le pilotage et le suivi et de simplifier l'organisation.

## **ARTICLE 2 : IDENTITÉ DE L'ACHETEUR PUBLIC – PARTIES CONTRACTANTES – ORGANISMES BÉNÉFICIAIRES**

---

### **2.1. Nom et adresse de l'acheteur**

L'Union des Caisses Nationales de Sécurité Sociale (UCANSS) :

Représentée par sa Directrice, Madame Isabelle BERTIN, ou en son absence ou empêchement, le Directeur Délégué, Monsieur Jean-Charles GILLET.



Domiciliation :  
6 rue Elsa Triolet  
93100 MONTREUIL

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## 2.2. Parties contractantes

Les parties contractantes de l'accord-cadre sont :

- d'une part : l'UCANSS, en charge de la passation de l'accord-cadre, signataire de celui-ci et en charge du pilotage et du suivi des prestations pour le compte des organismes bénéficiaires ;
- d'autre part : le prestataire de services désigné dans le présent C.C.A.P. par l'expression « le titulaire ».

## 2.3. Organismes de Sécurité sociale bénéficiaires

Les organismes bénéficiaires de cet accord-cadre sont ceux visés à l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, et présentés par catégorie à l'article 1.1 du C.C.T.P. à jour à la date de ce dernier.

Les organismes concernés sont les organismes de la Sécurité sociale de la région Ile-de-France suivants :

La **Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse des Professions Libérales** ci-après dénommée la « CNAVPL » - dont le siège social est situé au 102, rue de Miromesnil – 75008 Paris, représentée par son directeur, Monsieur Nicolas DELAFORGE.

La **Caisse d'Assurance Vieillesse Invalidité et Maladie des Cultes** ci-après dénommée la « CAVIMAC » - dont le siège social est situé au 9, Rue de Rosny 93100 Montreuil, représentée par son directeur, Monsieur Laurent VARNIER.

La **Caisse d'Assurance Maladie des Industries Electriques et Gazières** ci-après dénommée la « CAMIEG » – sise, 11 Rue de Rosny, 93100 Montreuil, représentée par son directeur, Monsieur Sylvain GUILLOTEAUX.

L'**Union des caisses nationales de Sécurité sociale** ci-après dénommée « UCANSS », dont le siège social est situé au 6 rue Elsa Triolet 93100 Montreuil, représentée par sa Directrice Madame Isabelle BERTIN ou en son absence ou empêchement par Monsieur Jean-Charles GILLET.



## ARTICLE 3 : DÉFINITIONS

---

Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- « **Accord-cadre mono-attributaire** » : contrat conclu entre le pouvoir adjudicateur et un opérateur économique ayant pour objet d'établir les termes régissant les bons de commande à émettre au cours d'une période donnée ;
- « **Organisme bénéficiaire** » : l'organisme de Sécurité sociale qui émet le bon de commande auprès du titulaire de l'accord-cadre ;
- « **Ordonnateur** » : personne physique au sein des organismes qui émet les bons de commande auprès du titulaire de l'accord-cadre ;
- « **Titulaire** » : opérateur économique qui, au terme de la procédure d'appel d'offres, est devenu l'attributaire de l'accord-cadre. Il conclut l'accord-cadre avec l'UCANSS.

## ARTICLE 4 : CADRE JURIDIQUE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

---

### 4.1. Cadre juridique de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L 2124-2 et R 2124-2-1° du Code de la commande publique.

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L. 2125-1-1° du Code de la commande publique.

L'UCANSS, centrale d'achat au sens du Code de la commande publique, conclut cet accord-cadre en application des dispositions de l'article L. 224-5 du Code de la Sécurité sociale, de l'article L. 2113-2 du Code de la commande publique et de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de Sécurité sociale.

### 4.2. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire et à bons de commande au sens des articles R. 2162-2 alinéa 2, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum global fixé à 3 250 000 euros HT sur sa durée totale (soit 4 ans reconductions comprises), conformément aux dispositions de l'article R. 2162-4-2° du Code de la commande publique.

A titre indicatif, le montant estimatif global de l'accord-cadre est de 640 000 euros HT sur sa durée totale (soit 4 ans reconductions comprises).



Les compléments aux caractéristiques de l'offre apportés dans les bons de commande ne peuvent avoir pour effet de modifier substantiellement les termes initialement prévus dans l'accord-cadre.

L'accord-cadre mono-attributaire consiste :

- dans une première phase, en la sélection, d'un titulaire. Cette première phase est effectuée par l'UCANSS qui, en tant que centrale d'achat, assure la passation et conclut l'accord-cadre ;
- dans une seconde phase, en l'émission de bons de commande par les organismes bénéficiaires visés à l'article 2.3 auprès du titulaire de l'accord-cadre.

Les caractéristiques juridiques et techniques des prestations à réaliser sont définies dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

## **ARTICLE 5 : PIÈCES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE**

---

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-F.C.S., le présent accord-cadre est régi par les pièces suivantes, citées dans l'ordre de priorité décroissant suivant :

- L'ATTR11 (acte d'engagement) (ATTR11) et ses annexes ;
  - Annexe 1 : La Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF - document contractuel), dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
  - Annexe 2 : Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU), incluant un Devis Quantitatif Estimatif (DQE) publié mais non contractuel, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
  - Annexe 3 : Le Cadre de réponse technique (CRT) et ses annexes (le cas échéant) dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et son annexe 1 « Recensement des données facturées par les fournisseurs », accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes, accepté sans condition, dont l'exemplaire conservé par l'UCANSS fait seul foi ;
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.-F.C.S.) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Tous les documents produits par le titulaire en cours de marché (bons d'intervention, cahiers de liaison, planning d'intervention, etc...) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
- L'offre technique du titulaire.





En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre puis durant l'exécution de l'accord-cadre, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les stipulations incluses dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Les conditions générales de vente du titulaire éventuellement jointes à l'offre ne se substituent en aucun cas aux conditions contractuelles de l'accord-cadre qui seules font foi. Toutefois, elles peuvent s'appliquer si elles ne contreviennent pas aux clauses prévues par l'accord-cadre.

Les dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. sont précisées à la dernière section du présent C.C.A.P.

## **ARTICLE 6 : DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉBUT D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **6.1. Durée de l'accord-cadre**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale d'un an à compter de sa date de notification matérialisée par la date de réception électronique de la copie de l'accord-cadre adressée au titulaire ou la date de début d'exécution prévue par l'accord-cadre lorsqu'elle est postérieure à la date de notification.

A la date anniversaire de l'accord-cadre, il pourra être reconduit trois fois pour une nouvelle durée d'un an par tacite reconduction.

Dans la mesure où l'UCANSS ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, elle devra en informer par lettre recommandée avec accusé de réception le titulaire deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

La durée maximale de l'accord-cadre, périodes de reconduction comprises, ne pourra pas dépasser quatre (4) ans.

Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra ni refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

### **6.2. Début d'exécution des prestations**

Le début d'exécution des prestations forfaitaires est prévu aux dates suivantes :

**Pour la CAVIMAC : 1<sup>er</sup> septembre 2025**

**Pour la CNAVPL : 1<sup>er</sup> septembre 2025**

**Pour la CAMIEG : 1<sup>er</sup> septembre 2025**

**Pour l'UCANSS : 1<sup>er</sup> août 2025**

## **ARTICLE 7 : MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION**

---

À compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre, chaque organisme bénéficiaire pourra émettre des bons de commande auprès du titulaire.



À la suite de la notification de l'accord-cadre, la première période débute à la date de début d'exécution des prestations indiquée précédemment.

Pour les périodes suivantes, un bon de commande sera émis chaque année par chacun des organismes bénéficiaires de l'accord-cadre.

Pour les prestations à la demande, chaque organisme bénéficiaire devra se rapprocher du titulaire afin de déterminer conjointement une date de réalisation des prestations, laquelle sera mentionnée sur le bon de commande concerné.

Les bons de commande sont notifiés dans un délai minimum de 5 jours ouvrés avant la date souhaitée d'intervention.

La fréquence d'émission des bons de commande est déterminée librement.

Chaque bon de commande précise :

- la référence de l'accord-cadre (numéro, date),
- le nom et l'adresse du titulaire,
- le numéro et la date du bon de commande,
- la dénomination et/ou le nombre de prestations à exécuter,
- le lieu d'exécution des prestations,
- la périodicité à respecter,
- les dates et heures d'interventions.
- La durée du bon de commande,
- les coordonnées de la personne responsable du site concerné, à contacter éventuellement,
- le montant H.T. et T.T.C des prestations à exécuter,
- le taux de TVA,
- l'adresse de facturation.

Les bons de commande seront établis sur la base des prix indiqués dans les annexes de prix à l'ATTR11 (acte d'engagement).

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer précisément leur date de réception. La date de réception du bon de commande tient lieu de date de notification.

A compter de la date de notification du bon de commande, le titulaire dispose d'un délai de 48 heures pour présenter ses réserves de toute nature qui pourront éventuellement donner lieu à l'établissement d'un bon de commande rectificatif.

Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté sans réserve le bon de commande considéré.

Les bons de commande ne pourront être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre, conformément à l'article R 2162-5 du Code de la commande publique.



Aucun bon de commande ne pourra être envoyé après la date d'expiration de l'accord-cadre.

La durée d'exécution maximale des bons de commande ne pourra excéder trois mois à compter de la date de fin d'exécution de l'accord-cadre.

## ARTICLE 8 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

---

### **8.1. Obligation de résultat**

Le titulaire du présent accord-cadre s'engage à une obligation de résultat pour exécuter les prestations objet du présent accord-cadre dans les conditions définies ci-après et conformément aux dispositions prévues au Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

Cette obligation de résultat s'applique aux surfaces susceptibles d'être rattachées à l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le C.C.T.P.

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Les fréquences minimales pour obtenir la qualité requise ne sont cependant constitutives, pour le titulaire, que d'un engagement minimum, l'accord-cadre étant, en effet, soumis à cette obligation de résultat.

Au titre de cette obligation, le titulaire s'engage à ce que tous les locaux concernés par le présent accord-cadre soient propres et exempts de toutes salissures. Il devra donc assurer toutes les tâches nécessaires au maintien de la propreté et de l'hygiène dans les locaux, même si celles-ci ne sont pas toutes explicitement mentionnées dans le C.C.T.P.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent accord-cadre et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité des différents organismes et qu'il juge utiles pour l'accomplissement de ses missions.

La procédure d'assurance qualité permettra de garantir le bon accomplissement de l'objectif de résultat.

La procédure d'assurance qualité s'appuie sur les éléments décrits dans le cadre de réponse technique et ses annexes remis par le titulaire dans son offre.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme, à ses frais et sans augmentation des montants.

**En effet, les moyens et modalités décrits dans le C.C.A.P., le C.C.T.P. ou les documents qui y sont cités ne sont que des moyens minimums, ce ne sont que des indications nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations.**

**Les moyens ne sont donc pas limitatifs, ils ne sont qu'indicatifs.**



**Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière dès lors que le résultat escompté n'est pas obtenu.**

## **8.2. Obligations générales du titulaire quant au personnel**

Les prestations seront exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement :

- aux prescriptions des Cahiers des Clauses Administratives et Techniques Particulières pour l'exécution des prestations ;
- à la loi n° 98-349 du 11 mai 1998 relative à l'entrée et au séjour des étrangers en France et au droit d'asile ;
- à la loi n° 2003-1119 du 26 novembre 2003 relative à la maîtrise de l'immigration, au séjour des étrangers en France et à la nationalité ;
- à la loi n° 91-1383 du 31 décembre 1991 renforçant la lutte contre le travail clandestin et la lutte contre l'organisation de l'entrée et du séjour irréguliers d'étrangers en France ;
- au décret n° 92-508 du 11 juin 1992 relatif au travail clandestin et modifiant le code du travail ;
- au décret n° 97-638 du 31 mai 1997 pris pour l'application de la loi n° 97-210 du 11 mars 1997 relative au renforcement de la lutte contre le travail illégal ;
- à la loi n° 2003-239 du 18 mai 2003 pour la sécurité intérieure ;
- à ce que la proportion des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution soit équivalente ;
- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel ;

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée de l'accord-cadre, notamment les articles du Code du travail suivants :

- ◆ L 8241-1 à L 8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- ◆ L 8231-1 à L 8234-3 relatifs au « délit de marchandage »,
- ◆ L 8221-1 à L 8224-6 relatifs au « travail dissimulé »,
- ◆ L 8251-1 à L 8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- ◆ D 8254-1 à D 8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- ◆ L 4741-1 à L 4741-14 relatifs aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

La responsabilité du titulaire peut être engagée dans la mesure où il apparaît qu'il n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en



œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'acheteur.

### **8.3. Reprise du personnel**

En application des dispositions de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés du 26 juillet 2011 (articles 7 et suivants de l'accord professionnel) et de l'article L 1224-1 du Code du travail, le titulaire reprend le personnel de l'entreprise titulaire du précédent contrat de nettoyage.

Le titulaire, rentrant dans le champ d'application des articles 7 et suivants de la Convention collective nationale des entreprises de propreté et services associés, s'engage à assurer la continuité des contrats de travail du personnel en cas de changement de prestataire dans les conditions prévues dans ces articles.

Cette application concerne les obligations de reprise du personnel du titulaire selon la liste fournie en annexe 1 au présent C.C.A.P.

Les informations relatives au personnel à reprendre ont été transmises par le titulaire sortant.

L'acheteur n'étant pas à l'origine de ces informations, celles-ci ne sauraient dès lors engager sa responsabilité.

### **8.4. Liste nominative du personnel**

Le titulaire fournit aux organismes bénéficiaires la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations et sur laquelle est reportée la qualification correspondante de chacun d'entre eux.

Cette liste est mise à jour à chaque modification de personnel.

La première liste est fournie dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de notification de l'accord-cadre (confer article 4.1 du C.C.T.P. relatif à la réunion préparatoire à la mise en place des prestations).

En cas de remplacement du personnel du titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le titulaire est tenu d'informer les organismes bénéficiaires de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation des procédures dans les zones de son affectation. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

### **8.5. Informations relatives au personnel à l'échéance de l'accord-cadre**

Dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande des organismes bénéficiaires, le titulaire transmet les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir :

- La masse salariale des personnels à reprendre,



- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent temps plein,
- La nature des contrats à reprendre,
- Les avantages dont disposent les personnels,
- L'expérience des personnels à reprendre,
- L'ancienneté des personnels à reprendre,
- La qualification des personnels à reprendre,
- Les sites des organismes sur lesquels travaillent les personnels à reprendre.

La demande des organismes bénéficiaires peut intervenir dans les cas suivants : non reconduction, résiliation, ou non-renouvellement de l'accord-cadre.

#### **8.6. Responsabilité exclusive du titulaire à l'égard du personnel**

Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du titulaire.

Il est soumis aux dispositions de la Convention collective applicable à l'activité du titulaire.

Il est rémunéré par ce dernier, et bénéficie des mêmes droits et avantages que ses autres collaborateurs, y compris au regard des institutions du personnel du titulaire.

Les organismes bénéficiaires ne peuvent être amenés à lui dispenser des directives techniques que dans la limite de ce qui est nécessaire à la prise en compte de son environnement et des bonnes liaisons avec sa propre organisation.

Le personnel du titulaire est soumis aux règlements intérieurs des organismes bénéficiaires, en particulier aux règles d'accès et de circulation qui lui seront communiquées par ceux-ci.

Seuls devront être utilisés par le personnel de l'entreprise les parcours, accès et locaux désignés, étant entendu qu'il est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous quelque prétexte que ce soit dans les autres zones.

Le titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

De même, les dégâts de toute nature produits à l'occasion de son intervention sur site seront à sa charge.

Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Nonobstant ce qui précède, et afin de respecter leur propre sécurité et celle des tiers, le personnel du titulaire réalisant les prestations est soumis aux règles d'hygiène et de sécurité et aux règles d'organisation applicables dans les locaux des organismes bénéficiaires.

#### **Tenues de travail et équipement de protection**

Le personnel devra effectuer les opérations de nettoyage prévues à l'accord-cadre dans une tenue correcte, propre et adaptée, mise à disposition et entretenue par le titulaire de l'accord-cadre.

Chaque agent devra avoir à sa disposition un nombre de tenues suffisant pour garantir une tenue propre quotidiennement.



Ce point est également exigé pour le personnel en remplacement d'un agent absent.

Lors de la manipulation de déchets, le prestataire fournit à son personnel l'ensemble des Équipements de Protection Individuelle (EPI) nécessaires et utiles pour éviter tout accident lors de la réalisation des prestations.

#### Visites médicales d'embauche

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

#### Travailleurs d'aptitude physique restreinte

La proportion de travailleurs d'aptitude restreinte par rapport au nombre total de travailleurs de la même catégorie employés dans le cadre de l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, ainsi que leur rémunération et leur statut, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

### **8.7. Plan de continuité d'activité**

Dans les trois mois suivant la date de notification de l'accord-cadre au titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté aux organismes bénéficiaires de l'accord-cadre un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le titulaire, une réunion préalable sera organisée avec les services des organismes bénéficiaires à cet effet afin de lui préciser les attendus de ceux-ci.

Le titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites des organismes bénéficiaires.

### **8.8. Biens**

Toutes les précautions sont prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits.

Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols.

Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Les portes seront fermées et les lampes doivent être éteintes, le cas échéant, les alarmes branchées, dès achèvement des opérations de nettoyage.



## **8.9. Obligations diverses**

### Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil, de recommandations et de mise en garde de l'organisme bénéficiaire s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.

Les conseils, recommandations et mises en garde devront être formulées par écrit et fondés sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

### Obligations d'information

Le titulaire est tenu de signaler aux organismes bénéficiaires tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

### Obligation de confidentialité

Il est fait application de l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, le titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant les organismes bénéficiaires à d'autres fins que celles relatives à l'exécution de l'accord-cadre et à les maintenir confidentielles.

Le titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre du présent accord-cadre.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée de l'accord-cadre et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

L'acheteur et les organismes bénéficiaires pourront demander, à tout moment, au titulaire, de leur retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.





## ARTICLE 9 : VÉRIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

---

### 9.1. Vérifications

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S., les modalités de contrôle sont définies dans le C.C.T.P. (article 13).

### 9.2. Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, les organismes bénéficiaires prendront leur décision dans les conditions prévues au C.C.T.P. et au C.C.A.P. par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G.-F.C.S.

Par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S., les prestations sont réputées admises au-delà de 72 heures à compter de la fin de l'exécution de celles-ci.

Dans le cadre des contrôles effectués par les organismes bénéficiaires et décrits dans le C.C.T.P. et par dérogation à l'article 30 du C.C.A.G.-F.C.S., l'admission est ajournée jusqu'à ce que les organismes prennent leur décision (admission, admission avec réfaction ou rejet).

#### **Réfections :**

Lorsque les organismes bénéficiaires estiment que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être admises en l'état, ils peuvent les admettre avec réfaction de prix, selon les indications détaillées ci-après :

- Réfections pour défaut de qualité lié aux produits, méthodes ou matériels utilisés

Toute défaillance liée à l'utilisation de produits, de méthodes ou de matériels ne respectant pas les normes prescrites par le pouvoir adjudicateur donne lieu à une réfaction forfaitaire de 100 euros (cent euros) par manquement constaté.

Les dommages provoqués par l'utilisation de ces produits, méthodes ou matériels, donnent lieu à l'application d'une réfaction d'un montant équivalent au coût de la remise en état des installations ou équipements.

- Réfections pour défaut de qualité des prestations (y compris approvisionnement des consommables)

Durant une période de 30 jours à compter de la date de notification, délai nécessaire à la mise au point des défauts admissibles par site, aucune réfaction n'est appliquée.

Au terme de ce délai, il est mis en place un système sanctionnant les défaillances en matière de qualité.

Le pouvoir adjudicateur peut procéder à des contrôles (confer article 13 du C.C.T.P.).



Pour chaque contrôle effectué sur un site, lorsque des insuffisances sont constatées (cette constatation sera effectuée par tout moyen écrit, en tout état de cause sur le cahier de liaison), le pouvoir adjudicateur pourra appliquer de plein droit sur la facture correspondante, les réfections forfaitaires suivantes :

Niveau de réfaction	Taux de qualité par site	Montant de la réfaction (€ HT) / %
1	1 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non-atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	5 % du montant mensuel du bâtiment contrôlé
2	2 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non-atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	7 % du montant mensuel du bâtiment contrôlé
3	3 fois le seuil d'acceptabilité de 75% non-atteint sur une période de 3 mois et par bâtiment	10 % du montant mensuel du bâtiment contrôlé

A partir de quatre (4) fois le seuil d'acceptabilité de 75 % non-atteint sur une période de trois (3) mois consécutifs pour un bâtiment, il y a rejet de l'ensemble des prestations pour ce bâtiment. Le prestataire n'est pas tenu d'exécuter à nouveau les prestations. En revanche, le montant de la prestation pour le mois en question ne sera pas payé. Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire.

Le nombre de contrôles n'est pas limité : il est laissé à la discrétion du représentant du pouvoir adjudicateur et des organismes membres bénéficiaires.

## ARTICLE 10 : LES PRIX

### 10.1. Forme et contenu des prix

Les prix applicables à l'accord-cadre sont des prix mixtes à la fois forfaitaires et unitaires, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans **la décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) pour les prestations forfaitaires** (par site et/ou bâtiment, pour les prestations continues) **et les bordereaux de prix unitaires (BPU) pour les prestations ponctuelles** (par prestation ou au m<sup>2</sup> ou pour les surfaces mentionnées, pour les prestations à la demande (locaux et vitrerie)).

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification des prix de l'accord-cadre.

Les prix indiqués dans **les BPU** et **la DPGF** sont réputés **complets**. Ils comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accidents personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.



**Pour les prestations continues (annexe 1 à l'ATTR11) :** les prix sont établis en fonction des périodicités, des surfaces, des personnels employés, des matériels et produits mis en service et/ou utilisés. Tous ces éléments sont précisés dans le C.C.T.P. et ses annexes.

Si la facturation ne correspond qu'à une partie du mois, la facturation s'effectue au prorata temporis du nombre de jours, un jour représentant 1/365<sup>ème</sup> du montant annuel forfaitaire.

**Pour les prestations à la demande,** les prix sont établis à chaque intervention et par prestation ou au m<sup>2</sup> pour l'ensemble des bâtiments et des sites.

En complément de l'article 10 du C.C.A.G.-F.C.S., les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu du prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôles effectuées par le mandataire, y compris les impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances du pouvoir adjudicateur et les conséquences de ces défaillances.
- En cas de sous-traitance, les prix de l'accord-cadre sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

## 10.2. Modalités de variation des prix

L'accord-cadre est principalement à prix forfaitaires et pour partie à prix unitaires.

Les deux types de prix sont révisables, selon la même formule.

Par dérogation à l'article 10.1.2 du C.C.A.G.-F.C.S., les prix initiaux de l'accord-cadre sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse annuellement, à chaque date d'anniversaire du mois de la remise des offres (mois zéro (M0)) par application de la formule suivante :

$$P = P_o [0.10 + 0.90 (I_m/I_o)]$$

**P** = prix révisé

**P<sub>o</sub>** = prix initial fixé dans l'offre du titulaire

**I<sub>o</sub>** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010766545** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - **Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes du mois de la date limite de réception des offres

**I<sub>m</sub>** = valeur de l'indice INSEE Identifiant **010766545** (Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) - CPF 81.2 - **Services de nettoyage** - Prix de marché - Base 2021 - Données trimestrielles brutes connue lors du mois précédent la date anniversaire de notification

Le prix de règlement ainsi déterminé reste fixe entre chaque révision.

Les prix résultant de la révision seront appliqués à compter du premier jour du mois suivant celui de la révision.



Pour le coefficient de la formule de variation, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut),
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Dans le cas où l'indice ci-dessous viendrait à disparaître, l'UCANSS et le titulaire de l'accord-cadre se mettraient d'accord pour lui substituer un autre Indice, sans qu'il puisse en résulter ouverture d'un droit à indemnité de part ou d'autre.

## **ARTICLE 11 : MODALITÉS DE RÈGLEMENT**

---

### **11.1. Présentation des factures**

A chaque réception d'un bon de commande, une facture devra être adressée en un original et un duplicata à chaque organisme émetteur du bon de commande.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire de l'accord-cadre ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- le numéro et l'objet du présent accord-cadre ;
- le numéro de commande ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la copie du bon de commande ;
- les taux et montants de TVA ;
- le calcul (justifications à l'appui) des coefficients de révision des prix ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution des prestations ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutés par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Les factures ne sont adressées par le titulaire qu'après exécution des prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

La première facture adressée devra être accompagnée d'un RIB ou d'un RIP original.



## 11.2. Modalités de paiement

Les factures sont envoyées à l'adresse suivante pour la **CAVIMAC** :

Monsieur le Responsable des services généraux

**CAVIMAC**

Le TRYALIS

9, rue de Rosny

93100 MONTREUIL

[sg.fact@cavimac.fr](mailto:sg.fact@cavimac.fr)

Les factures sont envoyées à l'adresse suivante pour la **CNAVPL** :

[ac.cnavpl@cnavpl.fr](mailto:ac.cnavpl@cnavpl.fr)

Les factures sont envoyées à l'adresse courriel suivante pour la **CAMIEG** :

[facturation@camieg.org](mailto:facturation@camieg.org)

Les factures seront adressées en un original et un duplicata à l'adresse suivante pour **l'Ucanss** :

**UCANSS**

**Service des Ressources Budgétaires (SRB)**

**6 rue Elsa Triolet**

**93100 MONTREUIL**

Elles peuvent également être adressées via Chorus Pro selon les modalités fixées ci-dessous.

S'il est fait le choix de Chorus Pro, le titulaire a le choix entre trois modes de transmission des factures :

1. Mode portail : le titulaire peut utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> afin de :
  - Déposer ses factures sur le portail ;
  - Saisir directement ses factures.
2. Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de la facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro tel que le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc.



### 3. Mode EDI (Échange de données informatisées).

Le titulaire peut envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier. Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

Les factures dématérialisées comportent impérativement les références de l'accord-cadre, du bon de commande et le numéro SIRET de l'organisme bénéficiaire, émetteur du bon de commande.

#### **11.3. Délai global de paiement et intérêts moratoires**

Conformément à l'article R 2192-10 du Code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de chaque facture.

Conformément à l'article L 2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'accord-cadre ou à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles R 2192-31 à 36 du Code de la commande publique.

En application de l'article D 2192-35 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Conformément à l'article R 2192-31 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En application de l'article R 2192-36 du Code de la commande publique, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont réglés au titulaire dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Les paiements se font par virement sur le compte ouvert au nom du titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est la Directeur ou la Directrice de l'organisme bénéficiaire.

Le comptable assignataire des paiements est le Directeur comptable et financier de l'organisme bénéficiaire.

## **ARTICLE 12 : PÉNALITÉS**

---

### **12.1. Dispositions générales**

La voie amiable est systématiquement recherchée. Cependant, tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Chacun des manquements aux obligations définies dans le cadre du présent accord-cadre et peut donner lieu à application des pénalités.



Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Chaque organisme bénéficiaire applique les pénalités pour les prestations de nettoyage qui le concernent.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent accord-cadre se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant.

Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25 % du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme bénéficiaire dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

## **12.2. Pénalités liées à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre**

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., les pénalités ci-après s'appliquent :

<b>MANQUEMENTS CONSTATES</b>	<b>MONTANT DE LA PENALITE</b>
Non-respect des délais fixés pour la visite préalable (Réunion préparatoire) et la mise en place des prestations	<b>50 € par jour ouvré</b> de retard à compter de l'expiration du délai fixé par l'organisme bénéficiaire
Non production du planning prévisionnel d'exécution ou de la liste nominative du personnel dans les délais fixés au CCTP	<b>50 € par jour ouvré</b> de retard à compter de l'expiration du délai
Absence de cahier de liaison sur chaque site	<b>100 € par constat</b>
Non-respect des prescriptions du plan de prévention et des consignes relatives à la protection des installations	<b>100 € par infraction</b> constatée.



MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non remplacement des personnels ne donnant pas satisfaction	<b>150 € par semaine</b> de retard à compter de l'expiration du délai fixé par le pouvoir adjudicateur.
2 absences successives de réapprovisionnement des consommables sanitaires sur 2 semaines consécutives	<b>100 € par infraction</b> constatée.
Absence de transmission des documents demandés fait l'objet d'une pénalité au titre de la « non-communication des documents demandés ».	<b>50 € par jour ouvré</b> de retard à compter de la date constaté et notifié par le pouvoir adjudicateur.
Absence non justifiée à une réunion planifiée (programmée ou à la demande du pouvoir adjudicateur ou de l'organisme bénéficiaire) ou à un contrôle contradictoire de la qualité	<b>100 € par absence</b>
Non-respect des dispositions de l'article 11 du C.C.T.P. relatif à l'utilisation de produits, consommables et matériels de qualité écologique	<b>50 € par infraction</b> constatée
Non-respect des consignes liées à la sécurité d'un bâtiment	<b>100 € par constat</b>
Non-respect du nombre d'heures de présence des agents de maîtrise et/ou d'un membre de l'encadrement fixé pour chaque site	<b>100 € par constat</b>
Non-respect des fréquences de passage fixées	<b>100 € par constat</b>
Utilisation non autorisée d'un équipement ou matériel ou Utilisation de matériel hors d'usage ou défectueux ou susceptible de provoquer des dégradations	<b>100 € par constat</b>
Non remise de l'attestation d'assurance	<b>150 € par jour</b> de retard
Introduction d'un tiers non autorisé	<b>250 € par constat</b>





MANQUEMENTS CONSTATES	MONTANT DE LA PENALITE
Non remise des badges et des clés dans les délais fixés par le pouvoir adjudicateur ou l'organisme bénéficiaire	<b>150 € par jour</b> de retard
Non transmission des éléments relatifs à la masse salariale par le titulaire	<b>150 € par semaine</b> de retard
Non transmission des éléments relatifs aux attestations de formation par le titulaire	<b>150 € par semaine</b> de retard
Inexécution d'une prestation dans les 24h ouvrées à compter de son signalement par le représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'organisme bénéficiaire et en l'absence de force majeure (prestations sur bon de commande)	<b>100 € par constat</b>

Le montant total des pénalités en cas d'inexécution d'une prestation est plafonné à 25 % du montant forfaitaire mensuel à payer.

Les jours de retard s'entendent en jours calendaires. Le jour où l'on constate que la prestation demandée a été réalisée n'est pas comptabilisé dans les jours de retard.

Indépendamment des pénalités applicables pour les prestations réalisées, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de pourvoir à leur exécution aux frais et risques du titulaire.

### **12.3. Autres pénalités**

#### **Application des pénalités pour travail dissimulé**

Des pénalités peuvent être infligées par l'organisme bénéficiaire au titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre de l'accord-cadre est égal à 500 € par manquement.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L 8224-5 du Code du travail.

#### **Pénalités en cas de retard dans la transmission des données de l'état statistique semestriel**

En cas de retard de transmission de l'état statistique semestriel prévu à l'article 17 du présent C.C.A.P., le titulaire encourt après mise en œuvre du dispositif d'information prévu à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., une pénalité de 100 euros par jour de retard entamé par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S.



## **Méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données personnelles**

En application de l'article 5.2.3 du C.C.A.G.-F.C.S., la méconnaissance de la réglementation en matière de protection des données à caractère personnel, entraîne l'application d'une pénalité de 500 euros pour chaque manquement constaté.

### **12.4. Retard imputable à l'organisme**

Si les délais contractuels d'exécution visés dans les bons de commandes ne sont pas respectés pour une cause imputable à l'organisme, les pénalités prévues ci-dessus ne seront pas appliquées.

Le retard imputable à l'organisme, sera constaté dans une attestation établie par l'Ordonnateur de l'organisme bénéficiaire, laquelle :

- indiquera la cause faisant obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel et reconnaîtra que le retard lui est imputable ;
- définira la durée de la prolongation du délai contractuel nécessaire.

## **ARTICLE 13 : AVANCE ET ACOMPTE**

---

### **13.1. Demande d'avance**

Le régime des avances est régi par les dispositions des articles R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros H.T. et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, l'avance est égale à 5 % du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant admis au paiement direct est une PME, le taux minimal de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de règlement partiel définitif ou de solde.

Lorsque le montant de l'avance est inférieur à 80 % du montant calculé, le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du bon de commande dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande ne comportant pas de minimum fixé en valeur.



### **13.2. Demande d'acompte**

Le régime des acomptes est régi par les dispositions des articles R 2191-20 à R 2191-22 du Code de la commande publique.

Le titulaire peut présenter tous les trois mois, une demande d'acompte correspondant à la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

A cet effet, le titulaire fait parvenir à l'organisme bénéficiaire une demande d'acompte précisant les sommes auxquelles il prétend du fait de l'exécution de l'accord-cadre, accompagnée d'une documentation justifiant de l'état d'avancement des prestations (comptes rendus, liste des livrables, validations intermédiaires...).

Le titulaire doit mentionner sur ses demandes d'acompte :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- l'objet de l'accord-cadre ;
- les prestations et les livrables ou partie des livrables concernés par les acomptes ;
- le montant demandé au titre de l'acompte ;
- le numéro du bon de commande correspondant.

## **ARTICLE 14 : RETENUE DE GARANTIE**

---

Il ne sera pas pratiqué de retenue de garantie.

## **ARTICLE 15 : CESSION ET NANTISSEMENT DE CREANCES**

---

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-35 à R 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R 2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de l'UCANSS ou son représentant habilité.

## **ARTICLE 16 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE**

---

Le régime de la sous-traitance est régi par les dispositions des articles R 2193-1 à R 2193-16 du Code de la commande publique.

Le titulaire de l'accord-cadre qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre devra en faire la demande à la Directrice de l'UCANSS.

La sous-traitance de certaines parties de l'accord-cadre est admise sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par la Directrice de l'UCANSS et l'agrément de ses conditions de paiement.

La sous-traitance de la totalité de l'accord-cadre est interdite.

Si le titulaire omet volontairement ou non de mentionner la sous-traitance envisagée, l'accord-cadre sera résilié de plein droit à ses frais et risques.



Il est précisé que le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de l'accord-cadre vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- a) la nature des prestations sous-traitées ;
- b) le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné au chapitre 1er du titre IV du Code de la commande publique.

La notification de l'accord-cadre emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification de l'accord-cadre, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant de l'accord-cadre ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, dans les conditions prévues à l'article R 2193-22 du Code de la commande publique, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1er du titre IX du Code de la commande publique s'appliquent à l'accord-cadre, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité de l'accord-cadre qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial de sous-traitance signé des deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial de sous-traitance doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Dans le cas de la prise en charge d'une partie de la prestation par un sous-traitant, le titulaire devra préciser :

- l'organisation précise de la prestation ;
- les responsabilités de chacun, titulaire et sous-traitant, le titulaire restant seul responsable vis-à-vis de l'UCANSS et des organismes bénéficiaires ;
- les références communes sur ce type de prestation.

En tout état de cause, une déclaration de sous-traitance devra être produite à l'UCANSS, qui se réserve le droit de refuser le sous-traitant si celui-ci ne devait pas apporter des garanties suffisantes notamment pour assurer la mise en œuvre des mesures de sécurité et de confidentialité mentionnées à l'article 34 de la loi modifiée n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.



En cas d'acceptation par l'UCANSS de la sous-traitance, le titulaire s'engage à conclure un engagement de sécurité et de confidentialité reprenant les obligations prévues au présent accord-cadre en matière de sécurité et de confidentialité et à le communiquer à l'UCANSS.

#### Dispositions applicables aux sous-traitants :

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros T.T.C., le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'UCANSS, est payé directement par l'organisme bénéficiaire, pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée à l'organisme bénéficiaire au titulaire de l'accord-cadre, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Il libelle les factures au nom du titulaire et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'organisme bénéficiaire accompagnée du double des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part, à l'organisme bénéficiaire.

En cas d'accord, le titulaire de l'accord-cadre joint en double exemplaire à la facture une attestation indiquant la somme à régler par l'organisme au sous-traitant concerné. Cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance.

Il reprend dans la facture qu'il adresse à l'organisme bénéficiaire pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous-traitées en les faisant apparaître distinctement.

L'organisme bénéficiaire procède au paiement du sous-traitant dans le délai de 30 jours. Ce délai court à compter de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant ou de l'expiration du délai mentionné de 15 jours, cité précédemment si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'organisme bénéficiaire de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'organisme bénéficiaire informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

#### **ARTICLE 17 : STATISTIQUES ET SUIVI DE L'ACCORD-CADRE**

---

Par le biais de l'applicatif ACDF, le titulaire transmet sous format dématérialisé (tableur) à l'UCANSS, des tableaux statistiques, après chaque fin de semestre de toutes les données liées à la facturation par organisme au titre de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre devra ainsi déposer sur l'applicatif ACDF à minima 2 fois par année d'exécution de l'accord-cadre concerné, les données facturées sur le fichier qui sera téléchargeable sur ce même outil et présenté en annexe du C.C.A.P.



En effet, dans le cadre du suivi de l'accord-cadre, un recensement des données achats sera réalisé 2 fois par an :

- 1ère demande : données du 1er semestre (1er janvier au 30 juin) ;
- 2ème demande : données annuelles (1er janvier au 31 décembre).

Données précises : chiffres d'affaires annuel (à l'anniversaire, avant COPIL ou année civile) par branche, organisme, par type de prestations.

Ces demandes sont précisées sur l'applicatif ACDF dès que la période intéressée est échue à savoir :

- Vers la mi-août pour le 1er semestre ;
- Vers la fin janvier pour les données annuelles (réponse à apporter après arrêté des comptes).

Support : il s'agit d'un Fichier Excel au format XLSM avec macros à compléter ; un fichier par marché et un onglet par lot. Ce fichier est à télécharger et à déposer sur l'applicatif ACDF. Un lien d'accès ainsi que des identifiants seront adressés dès notification de l'accord-cadre avec une vidéo de présentation de l'outil pour une meilleure prise en mains.

Ce fichier doit être renseigné dans le respect des macros installées avant d'être déposé sur l'applicatif ACDF. Si le fichier est dûment complété son statut sera « validé » s'il y a des éléments manquants son statut sera à l'état « brouillon ». Dans ce dernier cas, le titulaire aura des informations sur les données manquantes ou erronées afin de pouvoir le compléter.

Un suivi d'accord-cadre (comité de pilotage) sera mis en place avec le titulaire afin de dresser un bilan tous les semestres sur le fonctionnement général de l'accord-cadre.

Des statistiques spécifiques peuvent aussi être demandées par l'UCANSS à tout moment, et dans ce cas, les parties conviennent du délai pour les réaliser qui n'excèdera pas 3 semaines à compter de la date de la demande.

Ces mêmes données doivent également être transmises à chaque coordonnateur national de branche, et chaque organisme bénéficiaire pour le périmètre qui le concerne sur simple demande du coordonnateur national ou du correspondant de l'organisme.

## **ARTICLE 18 : EVALUATIONS DES FOURNISSEURS ET COMITOLOGIE**

---

### **18.1. Modalités d'évaluation des fournisseurs**

Les organismes bénéficiaires visés au présent accord-cadre s'accordent la faculté de recourir à une évaluation des fournisseurs sur la base de leurs propres méthodes.

### **18.2. Modalités de fonctionnement de la comitologie**

L'UCANSS ainsi que le titulaire désigneront un interlocuteur permanent et privilégié dès la notification de l'accord-cadre pour son exécution.

« Le comité de pilotage » est composé des représentants des organismes, des représentants de l'UCANSS et du titulaire de l'accord-cadre.

Sa mission est de définir le planning des déploiements, ainsi que de prendre toutes autres décisions de Branche.

Une première réunion de lancement de projet a lieu lors de la notification de l'accord-cadre.



Des réunions de suivi et de pilotage des prestations sont organisées périodiquement par le comité de pilotage (généralement 1 fois par an).

Elles ont pour objet l'examen :

- de la bonne exécution du contrat entre les Branches et le titulaire (suivi des déploiements, qualité de la communication, etc.) ;
- de la qualité des prestations sur les services mis en œuvre ;
- du traitement des incidents et des actions à mener ;
- des évolutions envisagées par chacune des parties : ajustements, changements de périmètre...

## **ARTICLE 19 : CONSIDÉRATIONS SOCIALES**

---

### **19.1. Insertion des personnes éloignées de l'emploi**

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans le cahier des charges de cet accord-cadre des considérations sociales.

Le titulaire est encouragé à réaliser, sur la durée d'exécution de l'accord-cadre, reconductions comprises, une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre sur les bâtiments des organismes bénéficiaires une politique volontariste et dynamique en faveur des publics visés à l'article ci-dessous et à réaliser des actions en faveur des publics visés, notamment lors de recours à la sous-traitance ou lors de remplacements de personnels en congés.

La société sous-traitante aura les mêmes obligations que le titulaire au vu du présent accord-cadre.

**Le titulaire doit préciser son objectif annuel de recrutement de personnel en insertion professionnelle dans le cadre de cet accord-cadre.**

### **19.2. Les publics visés**

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics précisés à l'article 16 du C.C.A.G.-F.C.S. :

- a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
  - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
  - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;



- e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
  - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
  - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;
- g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- h) habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- i) personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- j) personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander tout document susceptible de confirmer la bonne exécution des engagements pris ci-dessous. L'absence de transmission des documents demandés fait l'objet d'une pénalité au titre de la « non-communication des documents demandés ».

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé du pôle emploi, des Pôles insertion des Conseils généraux, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi et éligibles à la clause d'insertion sociale. Cet avis sera transmis par le titulaire.

### **19.3. Les modalités de mise en œuvre**

Si l'entreprise attributaire réintègre dans ses effectifs, le personnel précédemment en fonction dans l'entreprise qui a perdu l'accord-cadre au titre de la Convention collective des entreprises de prévention et de sécurité, l'exécution de la clause sociale peut ne pas être immédiate.

Dans cette hypothèse, le recours à l'insertion sociale sera à mettre en œuvre pendant l'exécution de l'accord-cadre à l'occasion de la vacance ou de la création d'un poste de travail dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.





## **ARTICLE 20 : CONSIDÉRATIONS ENVIRONNEMENTALES**

---

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent accord-cadre, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, chaque représentant des sites bénéficiaires procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans le Cadre de Réponse Technique (CRT).

L'ensemble des éléments techniques relatif aux spécifications environnementales (produits, consommables et pratiques socio et éco responsables) est décrit des articles 11 et 12 du C.C.T.P.

En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 12 du présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.).

## **ARTICLE 21 : SÉCURITÉ ET PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES**

---

Dans le cadre de l'exécution des prestations, les parties s'accordent expressément par la présente sur les points suivants :

- Le titulaire s'engage à respecter la législation et la réglementation applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données personnelles et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur.
- Il est rappelé qu'en cas d'atteinte à la confidentialité et à la sécurité des données à caractère personnel, la responsabilité du titulaire peut être engagée notamment sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du Code pénal.
- Le titulaire s'engage à faire respecter l'ensemble des principes liés au RGPD à son personnel mis à la disposition de l'organisme bénéficiaire.

## **ARTICLE 22 : MODIFICATIONS DANS L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### **22.1. Modifications non substantielles**

Conformément aux dispositions de l'article R 2194-7 du Code de la commande publique, le présent accord-cadre pourra être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ne sont pas substantielles.

En conséquence, cette modification ne saurait, soit :

1° introduire des conditions qui, si elles avaient été incluses dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage d'opérateurs économiques ou permis l'admission d'autres opérateurs économiques ou permis le choix d'une offre autre que celle retenue ;



2° modifier l'équilibre économique de l'accord-cadre en faveur du titulaire d'une manière qui n'était pas prévue dans l'accord-cadre initial ;

3° modifier considérablement l'objet de l'accord-cadre ;

4° avoir pour effet de remplacer les titulaires initiaux par de nouveaux titulaires en dehors des hypothèses prévues à l'article R 2194-6 du Code de la commande publique.

Cette clause de réexamen sera mise en œuvre par une simple décision de l'UCANSS adressée par email au titulaire.

## **22.2. Suspension des prestations**

Les organismes bénéficiaires se réservent la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées notamment en cas de fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) à la suite de travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux.

Dans ce cas, les organismes bénéficiaires devront en informer, par écrit, le titulaire de l'accord-cadre dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant la date de la fermeture temporaire du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision des organismes bénéficiaires indiquant :

- le motif de la suspension,
- les prestations qui seront suspendues,
- la période de suspension (date de début et date de fin),
- le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF (ou d'un devis du prestataire) à déduire du prix forfaitaire.

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur.

Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

## **22.3. Suppression des prestations**

Un organisme bénéficiaire peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans l'accord-cadre.

Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de **30 jours calendaires** avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces de l'accord-cadre (C.C.T.P., Annexes techniques etc...) ;
- diminuant le prix global et forfaitaire annuel d'un montant égal au prix forfaitaire annuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.



Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur.

Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

#### **22.4. Modification des prestations**

Le pouvoir adjudicateur et/ou les organismes bénéficiaires se réservent la possibilité de modifier les prestations initialement prévues dans l'accord-cadre notamment dans les cas suivants :

- Suite à des travaux réalisés dans les locaux ;
- En cas de changement d'occupants.

Les modifications concernées sont :

- la fréquence de passage ;
- le changement de revêtement de sol (sol dur / sol moquette) ;
- le changement de zonage ;
- la modification de prestation spécifique ;
- la modification de la surface.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les éventuelles modifications sur site existant des surfaces de sol à nettoyer représentant une variation en plus ou en moins inférieure ou égale à 5 % sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

De même, les variations en plus ou en moins inférieures ou égales à 5 % de vitrerie, sont sans incidence financière sur le prix forfaitaire.

Si les variations de surface sont supérieures à 5 %, les modifications du prix forfaitaire font l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

Le représentant de l'organisme bénéficiaire transmet au titulaire la fiche de site modifiée, y compris dans les cas n'entraînant pas de changement du prix forfaitaire.

#### **22.5. Ajout de prestations**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations notamment dans les cas suivants :

- Extension d'un bâtiment, récupération de zones initialement louées ou inoccupées

Pour les ajouts, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un avenant accompagné des prestations pour les locaux en question (cahier des charges techniques et décomposition du prix global et forfaitaire, le titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées en rapport avec les prix de l'accord-cadre).

#### **22.6. Autres cas de réexamen**

En cas de circonstances imprévisibles que des parties diligentes ne pouvaient prévoir modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, il est fait application des dispositions de l'article 25 du C.C.A.G.-F.C.S.



## **ARTICLE 23 : CHANGEMENT DANS LA SITUATION DU TITULAIRE**

---

### **23.1. Dispositions générales**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UCANSS, les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur l'exécution de l'accord-cadre.

### **23.2. Changement sans création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception à l'UCANSS.

Cette notification doit être appuyée du nouveau RIB, et, selon les cas, soit d'une copie du procès-verbal relatant la décision de l'Assemblée générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

### **23.3. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale ou physique**

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, cession, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, il convient d'établir un avenant de transfert entre l'UCANSS et le nouveau Titulaire.

La passation d'un avenant de transfert concrétise l'accord de l'UCANSS sur la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre par une nouvelle personne morale. Cet avenant comportera les signatures du cessionnaire et du cédant.

La nouvelle société devra apporter la preuve qu'elle peut assurer la continuité de l'accord-cadre.

L'UCANSS vérifie, d'une part, que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité de l'accord-cadre, vérifie la régularité des certificats attestant de sa situation fiscale et sociale et s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution de l'accord-cadre.

L'UCANSS est en droit de refuser le changement de Titulaire, lequel par ailleurs ne doit pas trouver dans un cas d'exclusion mentionné aux articles L 2141-1, L 2141-2, L 2141-3, L 2141-5 et aux 1° et 3° de l'article L 2141-4 du Code de la commande publique.



## **ARTICLE 24 : LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULÉ**

---

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l'accord-cadre (montant consommé par les organismes) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, L 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

L'organisme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L 8221-3 et L 8221-5, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter à l'organisme la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

L'organisme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informera d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par l'organisme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par l'accord-cadre ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **ARTICLE 25 : RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE**

---

Le titulaire est responsable des conséquences dommageables des faits et actes commis, de son fait ou de celui de ses préposés, à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre (lot).

Sont entendus comme dommages, les dommages matériels directs que subiraient les biens et les agents de l'UCANSS du fait des agissements des préposés du titulaire, ainsi que les dommages causés aux tiers.

## **ARTICLE 26 : ASSURANCE ET ATTESTATIONS**

---

Le titulaire déclare qu'il a souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels et s'engage à maintenir pendant toute la durée de l'accord-cadre l'assurance en cause et à avertir immédiatement l'UCANSS de toute difficulté qui pourrait survenir.

Le titulaire devra en particulier veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution des prestations.

Il s'engage à payer régulièrement les primes correspondantes et à justifier de la régularité de sa situation à toute demande de l'UCANSS.

Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire sera tenu de produire l'attestation, à l'UCANSS, de cette assurance entre l'attribution de l'accord-cadre et sa notification en même temps que les autres documents (justificatifs fiscaux et sociaux) dans le délai de 8 jours.



Par ailleurs, le titulaire devra justifier du paiement régulier des primes d'assurances pendant l'exécution de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 27 : SITUATION FISCALE ET SOCIALE – DISPOSITIF DE VIGILANCE**

---

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au titulaire, de remettre à l'UCANSS tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté du 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si l'UCANS se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par e-attestation, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

À défaut, l'accord-cadre pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi, l'UCANSS pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire en application de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.



## ARTICLE 28 : RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

---

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

### **28.1. Résiliation aux torts du titulaire**

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S., et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- Si après mise en demeure du titulaire, les défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- Si durant une période de 3 mois consécutifs, la moyenne des taux de qualité obtenus est inférieure à 75 % ;
- En cas de non-respect de l'obligation de confidentialité décrite à l'article 8.9 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 23 du présent C.C.A.P. ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 21 du présent C.C.A.P.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

La décision de résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception. Elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du C.C.A.G.-F.C.S., une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, l'accord-cadre est résilié par l'UCANSS, aux torts du titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, l'UCANSS se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, dans les conditions de l'article 45 du C.C.A.G.-F.C.S.



## **28.2. Résiliation du fait de l'UCANSS**

L'accord-cadre peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de l'UCANSS et en l'absence même de faute du Titulaire, dès lors que le titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

La résiliation de l'accord-cadre est notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

L'UCANSS peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du C.C.A.G.-F.C.S.

## **ARTICLE 29 : PRESTATIONS SIMILAIRES**

---

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier aux titulaires des accords-cadres, en application de l'article R 2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre de la présente consultation dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

## **ARTICLE 30 : GESTION DE FIN D'ACCORD-CADRE**

---

Le prestataire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.

En fin d'accord-cadre, quel qu'en soit le motif, le titulaire transmet au pouvoir adjudicateur les informations relatives au personnel à reprendre, à savoir a minima :

- La masse salariale des personnes à reprendre ;
- Le nombre de salariés à reprendre et leur équivalent à temps plein ;
- La nature des contrats à reprendre ;
- Les avantages dont disposent les personnels ;
- L'expérience des personnels à reprendre ;
- L'ancienneté des personnels à reprendre ;
- La qualification des personnes à reprendre ;
- Le site sur lequel travaillent les personnels à reprendre.

Le titulaire devra reprendre à ses frais exclusifs, dès le terme de l'accord-cadre, l'ensemble de son matériel (distributeur, charriot, produits etc...)

### **Reprise du matériel**

A l'expiration de l'accord-cadre, le titulaire disposera de 5 jours pour récupérer l'ensemble des moyens mis à disposition pour l'exécution des prestations.

Passé ce délai, les responsables de site procéderont à l'enlèvement des matériels concernés aux frais du titulaire.





## ARTICLE 31 : DROIT ET LANGUE

---

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.

Toutes les correspondances, factures et, plus généralement, tous les documents écrits de toutes natures relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en français.

## ARTICLE 32 : RÈGLEMENT DES LITIGES

---

Tout différend fera l'objet d'une tentative de règlement amiable.

En cas de litige, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage, tel qu'il est réglé par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de procédure civile.

Le tribunal compétent pour tout règlement juridictionnel d'un litige né de l'exécution d'un accord-cadre est le Tribunal de Grande Instance, pour les organismes de droit privé, situé dans le siège du ressort de chaque organisme exécutant l'accord-cadre.

Pour les Caisses Nationales, de droit public, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Paris.

## ARTICLE 33 : DÉROGATIONS AU C.C.A.G.-F.C.S.

---

Hormis les dérogations du présent C.C.A.P rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Fournitures courantes et services :

Articles du CCAP dérogatoires	Articles du CCAG visés	Nature de la dérogation
Article 5	Article 4.1	Ordre de priorité des pièces contractuelles
Article 6.2	Article 13.1.1	Début d'exécution des prestations
Article 10.2	Article 10.1.2	Date de révision des prix
Article 9.1	Articles 27 28 et 29	Vérifications
Article 9.2	Article 30	Décision d'admission
Article 12	Article 14.1	Pénalités
Article 32	Article 46.5	Tribunal compétent